

Une conquête culturelle attaquée par le libéralisme

L'espérance de vie a tourné pendant des siècles autour de 20-25 ans. Cela était dû en grande partie à l'extrême fragilité des tout petits frappés par une effrayante mortalité infantile.

Rappelons ce qu'est l'espérance de vie. Et d'abord ce qu'elle n'est pas : elle n'est pas une moyenne d'âges. Elle est une notion rétrospective appuyée sur un constat.

Exemple : soit une génération de femmes nées la même année X. A quelle date ne reste-t-il plus en vie que la moitié de cette génération ? En l'année Y. L'espérance de vie de cette génération de femmes est donc, dès leur naissance, de Y-X années. Et cela quel que soit le déroulé de leur existence : guerres ou pas, famines ou pas, épidémies ou pas ...

Depuis le XVIIIème siècle, la situation des populations de l'Europe occidentale a fortement changée : meilleure alimentation, progrès de l'hygiène et de la médecine permettant une vraie révolution démographique grâce à un progrès culturel ... Du coup l'espérance de vie s'est allongée grâce à cette conquête culturelle qui s'est étendue au XIXème siècle aux régions du monde que les grandes migrations parties d'Europe pour cause de pression démographique investissaient, l'Amérique du Nord, l'Afrique du Sud, l'Australie, principalement.

Dans la première partie du XXème siècle, marquée par deux guerres mondiales et en dépit d'elles, les pays déjà bénéficiaires de l'allongement de l'espérance de vie l'ont vu s'accroître alors qu'elle stagnait en Amérique latine, en Afrique et en Asie. Puis ces pays, dits du Tiers Monde, puis ensuite du Sud en opposition à ceux du Nord jouissant d'une espérance de vie sans cesse croissante, ont aussi été touchés par ce dynamisme démographique qui rajeunit la population tout en allongeant par là même son espérance de vie.

Aujourd'hui, dans la deuxième décennie du XXIème siècle, l'inégalité règne encore entre régions du monde en ce qui concerne l'espérance de vie ; mais cette inégalité se réduit et n'a plus rien d'aussi scandaleux qu'aux siècles précédents.

Ce qui est vraiment scandaleux, c'est que dans un pays comme le nôtre, pionnier de cette révolution démographique et de cette conquête culturelle (en 1715, à la mort de Louis XIV, il y avait 20 millions de Français ; en 1789, trois quarts de siècle plus tard seulement, il y en avait 26 millions ...) se constate de nos jours un recul de l'espérance de vie chez les hommes (qui n'ont pas encore atteint l'espérance de vie de 80 ans que les femmes ont, elles, allègrement dépassés depuis longtemps) et chez les femmes aussi.

En 2015 l'espérance de vie a reculé en France de deux mois en moyenne, plus chez les femmes que chez les hommes.

Soyons francs. La révolution démographique qui a rompu il y a 3 siècles la fatalité de l'énorme mortalité infantile réduisant l'espérance de vie à presque rien, est concomitante de la révolution industrielle. Cette révolution dans l'utilisation des énergies, y compris celle des muscles des travailleurs, et des matières premières pour produire des richesses manufacturées dans des proportions inconnues jusqu'alors, est liée au développement du capitalisme tel que nous le connaissons. Les capitaines d'industrie au cours de cette période de transformation économique inouïe ont eu besoin d'ingénieurs, de techniciens, d'ouvriers qualifiés à côté d'une main d'œuvre qui ne l'était pas du tout mais qui n'en était pas moins indispensable. Pour former ces ingénieurs, ces techniciens, ces ouvriers qualifiés, et les personnels de gestion nécessaires à la bonne marche de firmes de toutes tailles et quelquefois énormes, il a fallu instituer des formations, des écoles, depuis celles diffusant les connaissances élémentaires jusqu'à celles permettant d'obtenir des spécialistes performants.

En France, c'est l'Etat, et pas n'importe lequel, celui de la République, qui a pris en charge cette mission d'instruire, d'éduquer et de former la jeunesse.

Car cette école dont la Nation a chargé la République de l'instituer, ne forme pas que des travailleurs ; elle forme d'abord des citoyens que la culture qu'ils ont reçue à l'École primaire, secondaire et supérieure rend libre de leur choix de vie dans la Cité.

Certes, le monde économique qui relève du secteur privé est un grand bénéficiaire de cette organisation étatisée, parce que nationale, de l'enseignement ; tous les services publics doivent l'être tout autant, sinon plus.

Or, c'est là que le bât blesse. En effet, aujourd'hui, les intérêts du libéralisme, *i.e.* du capitalisme, qui sont des intérêts privés, ceux des héritiers des maîtres de forge, les grands métallurgistes qui ont mis en coupe réglée dès le XVIII^{ème} siècle (et quelquefois avant !) les gisements du sous-sol français, ceux des grands groupes financiers qui contrôlent tout, de la production pharmaceutique à l'achat de ta bagnole, en exigeant de savoir si c'est toi qui la conduira ou quelqu'un d'autre ayant ou non le même ADN que le tien, de la production du lait que tu consommes avec ton « Câlin + » à tes assurances obsèques, de ta lessive qui lave plus blanc à ton crédit pour une croisière de rêve, quand ce n'est pas celui pour que ton gosse puisse suivre les cours d'une école (privée) de commerce, oui, tous ces intérêts des capitalistes sapent, rognent et rongent jusqu'au sang l'intérêt général que défendent les services publics expression concrète de la devise de la République : Liberté Egalité Fraternité !

Cette attaque à la fois frontale – l'idéologie libérale nous serine sa pseudo-pertinence à longueur de discours politiques et de commentaires médiatiques – et insidieuse – la Laïcité ouverte à l'école, les grands patrons, et d'autres qui ont la grosse tête, accueillant leurs clients particuliers sur les plateformes des hôpitaux publics, ...- a peu à peu raison du bien commun.

Le bien commun, le bien de tous ? Il passe par l'intérêt de ma pomme, *dixit* le capitaliste ou son groupie de service qui peut être un - ou plusieurs – candidat à la Présidence de la République en 2017 ; mais cela était déjà vrai en 2012, et même en 2007 ...

Quel rapport avec l'espérance de vie et son récent recul de quelques mois ?

La preuve par neuf ! Puisque l'intérêt général défendu par les services publics est une fausse bonne idée, détruisons-les ! Et que l'École, au lieu de former des esprits libres, devienne une garderie pour tous ceux dont nous n'aurons pas besoin demain ; et que l'hôpital, au lieu de sauvegarder la santé publique, fasse des économies sur les soins aux patients (30 % du temps passés en paperasses –les fameuses statistiques- et ce qui reste pour les malades) tout en épuisant ses personnels par un travail harassant, mal payé, de moins en moins efficace et gratifiant !

Voilà comment régressent et le savoir qui permet les révolutions culturelles et la santé qui permet les révolutions démographiques.

L'espérance de vie, au niveau qu'elle a atteint, exige que le vieillissement de la population qui en est la conséquence soit un bon vieillissement, non pas celui de l'abandon mais celui de l'accompagnement, y compris sanitaire, pour que chacune et chacun aillent vers la fin de sa vie, inéluctable et nécessaire, dans les meilleures conditions de soins et d'attention.

Mourir vieux et en bonne santé ? Vous n'y pensez pas !

Non seulement les libéraux n'y pensent pas, mais ils ne le veulent pas !

Capitalismus delendus est.